

Présentation de l'ACTION LE VERT

Création

Action Le Vert est une ONG Nationale de droit Congolais créée en 2001 dans la ville de Bukavu, Province du Sud Kivu en République Démocratique du Congo.

Siege

247, avenue E.P. Lumumba, Quartier Ndendere, Commune d'Ibanda, Ville Be Bukavu.

Rayon d'Action

La Province du Sud Kivu, Nord Kivu et du Tanganyika

Domaines d'intervention

Action le vert intervient dans quatre domaines :

L'environnement

- La reforestation ;
- La restauration des terres dégradées ;
- L'amélioration de l'agriculture ;
- La lutte antiérosive ;
- Vulgarisation des foyers améliorés pour réduire la consommation des bois en vue de protéger nos forêts

L'éducation et protection

- Protection des droits des enfants en situation difficile ;
- Scolarisation poste primaire aux enfants orphelins et ceux des familles pauvres ;
- Formation professionnelle pour la promotion de l'entrepreneuriat pour lutter contre la pauvreté de jeunes;

- Protection des droits de la femme et fille rurale ;

Santé

- Sensibilisation de la masse contre les maladies infectieuses, contre le VIH/SIDA, le paludisme, la COVID-19 et autres sexuellement transmissibles.
- gestion des déchets ;

Sa mission : Faire changer les comportements des populations des régions de l'Est en matière de protection de l'environnement.

Sa Vision : La population congolaise en général et celle de l'Est du pays en particulier vivant dans un environnement sain pour un développement durable.

Pour le domaine de la protection

Contexte de création

Les guerres répétitives et conflits armés depuis 1996 à nos jours à l'Est de la RDC ont déjà tué 6 millions de personnes, 500 mille filles et femmes violées dans tous les coins du pays.

Les tensions entre différents groupes armés sont récurrentes et la prolifération des groupes armés est élevée en Province du Sud-Kivu. Le recrutement et l'utilisation des femmes et des enfants qui est répandu est un phénomène intrinsèquement destructif avec des conséquences négatives sur les Jeunes et les femmes. Au regard des défis interconnectés de recrutement d'enfants et des violences communautaires, il y a nécessité d'adresser en même temps des facteurs favorisant le recrutement des enfants et l'utilisation des femmes, lesquels constituent une main d'œuvre moins chère, flexible et facile à manipuler comme combattants et esclaves sexuels.

Malgré les déclarations sur les droits de la femme et les mesures de protection publiées pour ce fait dans le monde ; la femme rurale congolaise demeure esclave, sujette de discrimination de ses cultures et coutumes traditionnelles. Absente totale dans toutes les structures de prise de décisions et de pouvoir traditionnel. Elle est considérée comme une personne de la deuxième classe après l'homme.

Le chômage chez les jeunes actifs le pousse même à intégrer les forces et groupes armés pour subvenir à leurs besoins vitaux.

Beaucoup des jeunes avaient été contraints de rejoindre l'armée et la rébellion, soit par force, soit par la promesse de recevoir des récompenses d'argent qu'ils n'ont pas malheureusement eus.

D'autres se sont enrôlés dans les milices Mai-Mai suite aux discours nationalistes de lutter contre les troupes étrangères rwandaises, burundaises et ougandaises considérées comme des armées d'occupation.

Un de problème déterminant l'origine de cette situation est en premier lieu l'absence des mécanismes d'encadrement, d'échange et de rapprochement ainsi que le sens de responsabilité de la part des jeunes particulièrement les ex-combattants.

Les différents groupes sociaux (hommes et femmes, jeunes filles et garçons) devraient être conscients non seulement comme des groupes contribuant à la paix mais également comme des acteurs communautaires ayant besoins de reconnaissance et de soutien.

En dépit des multiples exactions plusieurs jeunes se livrent à des drogues, d'autres empruntent la voie de la rue pour devenir enfin des prostituées et adhèrent dans des groupes Armés, ou encore la voie d'émigration clandestine vers l'Europe et le Canada.

Parmi les facteurs qui sont à la base de ces phénomènes, nous citons entre autres la pauvreté, la vengeance, la protection de la famille et de la communauté, le manque d'occupation appropriée, la non scolarisation et la déscolarisation, la dépendance, insuffisance de l'information, l'ignorance et la discrimination sociale, mais beaucoup plus l'abandon de l'éducation par l'Etat Congolais laissant la charge de payer les enseignants aux parents pauvres.

Pour les enfants et femmes victimes des conflits armés et intercommunautaires, leur réinsertion familiale et communautaire réussie débute aussi tôt dans le Centre d'Encadrement Professionnel (CEP), où ils bénéficient de l'accompagnement psychosocial adéquat et de la préparation à la réinsertion scolaire, professionnelle et économique à base communautaire. Malheureusement les CEP éprouvent actuellement des difficultés notamment l'équipement, l'accueil, l'alimentation et la réhabilitation.

En dehors de ces difficultés, il existe plusieurs défis à relever tels que la préparation à la réinsertion scolaire et professionnelle ou économique après réunification familiale dans un environnement communautaire particulièrement affecté par la pauvreté.

Eu égard à ce qui procède, l'ALV soucieuse de l'avenir de cette catégorie de la population dont leurs droits sont violés, a mis en place deux centres d'apprentissage des métiers pour les jeunes et femmes et le rattrapage scolaire pour les enfants qui ont dépassé l'âge scolaire (9 à 16) et la formation professionnelle pour la promotion de l'entrepreneuriat en faveurs des femmes et jeunes.

Ces centres sont en construction, mais actuellement éprouvent des difficultés de fonctionnement suite au moyen financiers à la demande élevée des besoins car les atrocités sont toujours présentes, les victimes ne font qu'augmenter du jour le jour, mais aussi les travaux de finissage pour ces centres pour constituer un environnement propice pour l'accompagnement de ces vulnérables.

Au cours des années 2014-2015 plus des 400 enfants ont été inscrits dans le centre de **Kasihe** mais actuellement le bâtiment se trouve en situation de dégradation.

Dans le cadre de rattrapage scolaire, on condense le programme de 6ans post primaires en 3 trois ans et après cette formation les enfants dont l'âge varie entre 9 à 16 ans ils peuvent s'orienter soit dans d'autres écoles ou poursuivent les formations professionnelles.

Dans le cadre de la réinsertion professionnelle :

Trois filières sont envisagées notamment : la coupe et couture, la coiffure mixte et l'art culinaire en faveur des jeunes et femmes.

A.L.V. collabore avec la Fondation Panzi (Prix Nobel^o) dans le cadre de référencement des survivants des violences sexuelles pour la prise en charge sanitaire, psychologique et judiciaire.

A cet effet, pour ce projet, la fondation Panzi va référer aux centres ALV pour l'encadrement professionnel.

Perspectives d'avenir

Après la réhabilitation et l'équipement de deux centres, Action Le Vert pourra recueillir plus de 600 bénéficiaires chaque année et augmenter d'autres filières de formation, notamment, la mécanique automobile, soudure et ajustage, informatique, menuiserie, maçonnerie et l'agro-business...